

L'Europe à peine convalescente de la crise économique qu'elle vient de surmonter, se trouve confrontée à une succession d'évènements qui la menacent d'explosion : une vague migratoire de grande ampleur, des actes de terrorisme perpétrés sur son territoire par des fanatiques islamistes, le « Brexit » aux conséquences économiques et politiques encore mal évaluées et l'élection d'un Président des Etats-Unis prônant un protectionnisme économique.

Dans ce contexte, à chaque élection en Europe, les extrêmes et les partis anti-européens progressent à tel point qu'ils deviennent majoritaires en Italie, pays fondateur de l'Union Européenne, qui traverse une crise politique d'une extrême gravité.

Les peuples européens se détournent de l'Europe qu'ils accusent d'imposer des contraintes financières et réglementaires accrues sans apporter de protection contre l'insécurité ou la précarité.

Le rêve européen s'évanouit peu à peu. L'Europe n'est plus une espérance de progrès.

Face à cette situation nouvelle et inquiétante, certains, refusant de tirer les leçons de ces évènements, proposent d'avancer plus vite encore vers un fédéralisme européen ou une « souveraineté européenne » au risque d'aggraver le divorce entre l'Europe et les peuples.

D'autres, à l'inverse, proposent de provoquer une sortie de l'Euro et de l'Europe aux conséquences financières dramatiques pour les salariés, les épargnants et les retraités en raison de la dévaluation massive qu'elle engendrerait.

Nous, les Républicains, quelles que soient nos sensibilités, sommes profondément attachés à l'Europe par réalisme et conviction.

L'Europe n'est pas une option, nous savons que les défis environnementaux, économiques et politiques de notre temps ne seront relevés qu'à l'échelle des continents et qu'il serait problématique de laisser la Chine et les Etats-Unis face à face pour organiser de manière bipolaire le monde à venir.

Nous nous souvenons aussi que les grandes figures historiques de nos familles politiques d'origine ont toutes à leur manière et dans un contexte politique différent, œuvré à la construction européenne. Elles l'ont fait d'abord pour la paix, mais ensuite et surtout pour défendre un modèle original de démocratie et un idéal de liberté.

Nous sommes conscients de ce que nous a apporté la construction européenne pour protéger

notre agriculture au travers de la PAC, dynamiser notre économie et notre compétitivité par le « marché unique », porter de grands projets et assurer une solidarité entre les territoires.

Nous savons aussi que les difficultés que nous rencontrons sont souvent à tort, imputées à l'Europe alors qu'elles relèvent de la responsabilité des Etats. La surtransposition des textes par la France n'est, par exemple, qu'issue de la seule volonté des Gouvernements.

Cependant, afin de surmonter la crise de confiance qu'elle traverse et subit, l'Europe - qui n'est pas exempte de reproches - n'a pas d'autre choix que de se réformer ou disparaître.

C'est pourquoi nous voulons porter un nouveau projet européen.

L'Europe doit d'abord se construire sur la base de frontières sûres et stables.

Les frontières extérieures doivent être sûres pour permettre la libre circulation à l'intérieur de l'Union. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de renforcer les contrôles aux frontières de l'Europe, de s'accorder sur une politique d'immigration commune avec l'ensemble des pays de l'Union et de nouer de nouveaux accords avec les pays africains. A défaut, les Nations doivent pouvoir rétablir le contrôle de leurs frontières nationales afin d'assurer, si nécessaire, la sécurité de leurs citoyens.

Les frontières doivent être stables. Il faut mettre un terme à l'élargissement sans fin à d'autres pays qui nuit à la stabilité et à l'approfondissement du projet européen.

Les négociations concernant l'adhésion de la Turquie doivent être définitivement arrêtées.

L'Europe doit également protéger ses entreprises et ses emplois.

Les décisions protectionnistes prises unilatéralement par certains Etats doivent nous faire prendre conscience de la guerre commerciale engagée au niveau mondial. L'Europe doit donc protéger ses acteurs économiques face à une concurrence souvent déloyale de produits étrangers. Le principe de « réciprocité » doit permettre de fermer nos frontières économiques aux pays qui n'ouvrent pas les leurs aux pays européens. Il faut désormais s'engager sur la mise en place du principe de la « préférence européenne » afin de renforcer le marché intérieur.

La grande diversité des pays de l'Union européenne en fait sa richesse mais constitue également un handicap quand il est nécessaire de concilier des intérêts divergents. Pour que cette diversité ne soit pas un frein à la dynamique de l'Union, nous devons favoriser la coopération renforcée entre les pays qui souhaitent porter ensemble des projets spécifiques et progresser dans l'harmonisation fiscale et sociale.

Les Nations y gagneront en initiative et liberté en s'affranchissant des procédures administratives complexes de Bruxelles.

Enfin, si nous voulons réconcilier les peuples avec l'Europe, il nous faut changer clairement d'orientation.

L'Union européenne doit renoncer à produire toujours plus de normes et doit s'engager sur des projets d'avenir.

Nous devons résolument transformer cette Europe qui apparait, pour beaucoup, comme une administration désincarnée et déshumanisée, synonyme de règles, de normes et de contraintes.

Nos compatriotes veulent au contraire être fiers d'une Europe qui innove dans les domaines stratégiques culturels, sociétaux et technologiques comme la révolution numérique, l'intelligence artificielle, la transition écologique, les énergies nouvelles et la lutte contre la maladie d'Alzheimer. Nous devons donner une nouvelle espérance à la Jeunesse en construisant un vaste projet éducatif en étendant Erasmus aux lycéens et aux apprentis.

L'Europe ne se limite pas à un territoire ou à un projet économique et financier : les peuples ont aussi besoin d'entendre la voix de l'Europe sur la scène internationale.

Nous sommes favorables à une Europe de la Défense. La France, unique puissance nucléaire du continent, ne peut continuer à être seule à défendre militairement la Démocratie et à exposer ses soldats. Mais l'Europe doit également être porteuse de paix en jouant un rôle majeur dans la résolution des conflits, en particulier au Moyen Orient, grâce à une action diplomatique coordonnée.

L'Europe, c'est pour les peuples européens, une histoire tragique et des guerres auxquelles ils ont su mettre fin. C'est surtout une culture, des valeurs et un destin partagé de femmes et d'hommes héritiers de la sagesse antique, des valeurs de la chrétienté et de l'humanisme du siècle des Lumières. Ces peuples différents n'ont pas besoin de renier leur Nation pour se retrouver dans un projet de civilisation qui défend la liberté, l'égalité des hommes et des femmes et une certaine idée de l'homme et de sa dignité.

Le projet européen est porteur de valeurs, les oublier ou les sacrifier sur l'autel de l'efficacité économique serait une faute. Les réaffirmer sera un puissant ciment de la construction européenne.

A nous les Républicains, riches de notre héritage, de nos sensibilités et de nos convictions, de réinventer et reconstruire un nouveau projet européen.